

L'hebdo

DES SOCIALISTES

ÉVIAN :
mobilisation
des socialistes
pour
une autre
mondialisation

LE REFUS

La situation sociale se tend dangereusement. Qu'il s'agisse des projets Ferry ou de Fillon, le gouvernement Raffarin, plutôt que de faire le choix de la négociation, a préféré passer en force, pariant sur le pourrissement du mouvement et la lassitude des citoyens. Pis, il tente cyniquement de diviser les Français sur des sujets qui devraient, au contraire, les rassembler (la protection sociale, l'école de la République). Il oppose ainsi grossièrement les salariés du public à ceux du privé, les enseignants aux parents d'élèves, la fonction publique territoriale à celle d'État, la France en grève à celle qui travaille...

Face à cette situation, le Parti socialiste doit prendre toutes ses responsabilités. En demeurant à l'écoute. En formulant ses propres propositions et en affirmant sa conception de la solidarité.

Nous n'acceptons pas que sous couvert de décentralisation, l'État s'apprête à transférer les charges vers les collectivités, au risque de creuser davantage les inégalités

entre territoires. Nous n'acceptons pas que sous couvert de « sauvetage » des retraites par répartition, le gouvernement démantèle les acquis de la retraite à 60 ans à travers un projet qui fait de l'allongement de leur durée de cotisations la seule variable d'ajustement par rapport au choc démographique.

C'est pourquoi nous prenons d'ores et déjà l'engagement de revenir sur la loi Raffarin-Fillon. Nous posons les trois principes d'une politique alternative :

D'abord l'emploi : Il ne peut y avoir d'avenir pour les retraites sans la recherche d'une pleine activité. Ensuite, la négociation sur les temps de cotisations : elle devra tenir compte de la pénibilité, des durées de formation, des écarts de revenus et de l'espérance de vie.

Enfin, l'affectation de nouvelles ressources pour les retraites par répartition, ce qui exige l'effort de tous, des ménages et des entreprises, des revenus du travail et des revenus du capital.

Dans ce moment de troubles et d'inquié-

tudes, les socialistes doivent jouer tout leur rôle. Présents, mobilisés, combattifs. La réussite de notre congrès de Dijon nous a replacés au cœur de la vie politique et nous a donné la force et la légitimité pour agir.

Il nous faut incarner une alternative crédible face à une droite qui veut aller jusqu'au bout de ses intentions, en prenant tous les risques, y compris celui de l'affrontement et du conflit. Du bras de fer qu'elle engage dans l'Éducation et sur les retraites, elle entend faire un test majeur pour passer non pas un projet mais toute sa politique.

Tel est le défi qui nous est lancé. Pour le relever, je mettrai -avec l'équipe que j'ai constituée à la direction de notre Partitoutes nos forces. C'est-à-dire, d'abord notre énergie militante. Au travail !

François Hollande

COMMUNIQUÉ DU SECRÉTARIAT NATIONAL

Éducation : reprendre les négociations

Après l'intervention de Jean-Pierre Raffarin, le Parti socialiste prend acte que toutes les organisations syndicales enseignantes ont exprimé leur déception, constatant qu'une fois de plus les mots cachent le refus de toute négociation véritable. Le Premier ministre montre ainsi son mépris à l'égard des salariés et des forces vives du pays.

Que ce soit sur les retraites ou sur les revendications du monde enseignant, la seule réponse est l'arrogance. Si le gouvernement persistait dans cette attitude de fermeture, il prendrait la lourde responsabilité d'un blocage de notre pays.

Le Parti socialiste demande une nouvelle fois l'ouverture immédiate de véritables négociations.

28 mai 2003



RETRAITES Un autre choix est

Yves Durand, tout nouveau secrétaire national à l'éducation, est aussi le député chargé des questions d'éducation pour le groupe socialiste. Au-delà d'une analyse du conflit, il définit le rôle que les socialistes doivent, maintenant, tenir aux côtés des acteurs de l'école.

Yves Durand

« Redonner l'espoir et la reconnaissance aux enseignants »

Les personnels de l'Éducation nationale, qui ont de multiples raisons de se sentir maltraités par le gouvernement, étaient en tête et en grand nombre dans le cortège de dimanche...

Abandon de la priorité budgétaire, annulation du plan de recrutement des enseignants, suppression des pions et des aides-éducateurs, puis tout récemment annonce du transfert, sans concertation, de 110 000 agents vers les collectivités territoriales et maintenant réforme des retraites....

La crise est profonde, car il y a effectivement tous ces éléments qui se « coagulent », et qui répondent à une même logique : le démantèlement de l'Éducation nationale. D'où le profond mal être des personnels de l'Éducation nationale et leur grande mobilisa-

tion. Dimanche dernier, ils ont défilé à la fois pour défendre les retraites, mais aussi l'école.

Les syndicats gèrent bien le mouvement malgré quelques débordements, très marginaux en réalité, que le gouvernement essaye d'ailleurs d'utiliser, mais ils semblent peiner à trouver une issue...

Le gouvernement prend une responsabilité très lourde en essayant de dresser les parents contre les enseignants. Personne ne gagne à dresser les Français contre leur école.

Il faut évidemment que le mouvement soit maîtrisé pour que les enfants ne soient pas pénalisés. Les syndicats le font très bien. Je trouve d'ailleurs, si on excepte les débordements très marginaux qui se sont produits, que les ensei-

gnants grévistes font preuve d'une grande responsabilité. Les rencontres avec les parents d'élèves se multiplient, les profs organisent des cours spéciaux pour les élèves qui préparent des examens... bref ils assument leurs responsabilités. On sent une volonté de faire comprendre aux parents qu'ils ne se battent pas pour eux-mêmes mais pour la défense de l'école.

Maintenant, reste à voir comment mettre ce mouvement en perspective. Comment sortir de la simple opposition ? C'est aussi notre travail à nous socialistes. C'est donner des débouchés et des perspectives à un mouvement qui conteste, et c'est normal, mais qui est aussi avide de retrouver la sérénité du travail. Il faut redonner l'espoir et la reconnaissance aux enseignants.

Site internet du PS : www.parti-socialiste.fr

L'hebdo des socialistes 10, rue de Solferino 75333 Paris Cedex 07 • Tél. : 01 45 56 78 61 - Fax : 01 45 56 76 83 (Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 45.56)

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Alain Herbeth • DIRECTEUR DE LA RÉDACTION : Claude Bartolone • RÉDACTEUR EN CHEF : Alain Herbeth (77.16) • ÉCONOME : Monique Grima (79.03) • ACTUALITÉS - PARLEMENT - SECRÉTARIAT DE RÉDACTION : Ariane Gil (77.92) • DROITE/TERRITOIRES : Bruno Tranchant (77.33) • MAQUETTE : Christine Lovinger, Pascale Lecomte (78.92) • ÉDITION : Benabdallah Médiène (76.27) • PHOTO : Philippe Grangeaud • SECRÉTARIAT : Odile Fée (78.61) • COMPTABILITÉ : Michelle Boucher (79.04) • ABONNEMENTS : Sabine Sebah (78.57) • FLASHAGE ET IMPRESSION : PGE - (94) Saint-Mandé • ROUTAGE : Routex - 91080 Courcouronnes. N° commission paritaire : 11 223 - "L'hebdo des socialistes" est édité par Solfé Communications. Ce numéro a été tiré à 132 000 exemplaires.

es choix

possible

Personne ne gagne à dresser les Français contre leur école

Justement, François Hollande demandait samedi dernier au conseil national « d'offrir un débouché politique à ce mouvement social ». Comment abordez-vous le rôle du PS ?

Il faut que nous nous opposions à ce démantèlement de l'Éducation nationale, à toute cette politique qui casse l'école de la République, que nous réaffirmions les principes de l'égalité des chances. C'est ce que nous avons fait depuis la rentrée, dans notre opposition parlementaire et au niveau local, en tant que militants socialistes.

La deuxième exigence est que nous bâtissons, avec les acteurs de l'école, personnels de l'Éducation nationale, parents d'élèves, le projet éducatif du 21^e siècle. C'est reprendre les principes de l'école de la République, mais répandant aux

exigences de notre société. C'est un travail de propositions et de projet que nous avons à faire très vite.

Le gouvernement s'est référé à plusieurs reprises au rapport Mauroy, histoire de mettre les socialistes en porte-à-faux...

D'abord le rapport Mauroy n'était qu'un rapport, qui émettait des hypothèses et rien de plus, la commission chargée de l'élaborer était certes présidée par Pierre Mauroy mais composée de représentants de toutes les tendances politiques, dont Jean-Pierre Raffarin. Ce rapport ne traduit donc pas l'avis de Pierre Mauroy, mais est une synthèse de ces réflexions multipartites.

La décentralisation de Gaston Defferre en 1982 a-t-elle quelque chose en commun avec celle proposée par Luc Ferry aujourd'hui ?

Je me refuse à parler, pour le projet Raffarin, de décentralisation. En 1982, les socialistes ont décentralisé la gestion de bâtiments. Par exemple les bâtiments des écoles élémentaires sont depuis toujours à

la charge, pour leur gestion, construction et entretien, des communes. De même, pour les collèges aux conseils généraux, et pour les lycées aux régions depuis 1982. Il y a là une proximité de la décision qui rend les choses plus efficaces.

Raffarin, lui, va transférer des missions éducatives. La médecine scolaire, l'orientation... n'appartiendront plus à l'Éducation nationale. C'est bien là du démantèlement, pas de la décentralisation. On casse le caractère national de l'Éducation.

C'est donc là que le projet ouvre la voie à la privatisation ?

Les collectivités auxquelles ces missions échouent pourront l'assumer ou ne pas l'assumer, en fonction de leur volonté ou de leurs capacités financières. Elles n'en auront en tout cas pas l'obligation. Dans ce projet, rien ne les oblige non plus à garder ces missions dans le secteur public. On ouvre donc la porte à l'externalisation et la privatisation. Cela résume bien la politique du gouvernement actuel. On fait les choses par étapes, sans le dire vraiment, on prépare, en tout cas on rend possible, la privatisation. Raffarin ne fait que suivre sa logique libérale.

Propos recueillis par
Ariane Gil

CLICHY-LA-GARENNE

Département
des Hauts-de-Seine,
50 000 habitants

**recrute un collaborateur
pour le premier adjoint
au maire, les maires adjoints et
les conseillers municipaux délégués socialistes.**

**Niveau attaché titulaire
ou contractuel.**

**Mission de coordination
de l'activité des élus.**

**Capacité de rédaction
et esprit de synthèse.**

**Maîtrise des outils
informatiques.**

**Disponibilité
pour accompagner les élus
dans l'accomplissement
de leur mandat.**

Les candidatures et curriculums
vitae sont à envoyer à :
**Monsieur le maire de Clichy, 80,
boulevard Jean Jaurès,
92110 Clichy-la-Garenne**

AGENDA

SAMEDI 31 MAI :

- Forum pour une autre mondialisation coordonné par la fédération socialiste de Haute-Savoie, à Annemasse, en collaboration avec le MJS et le secrétariat national aux relations internationales.
- Convention régionale des socialistes corses.

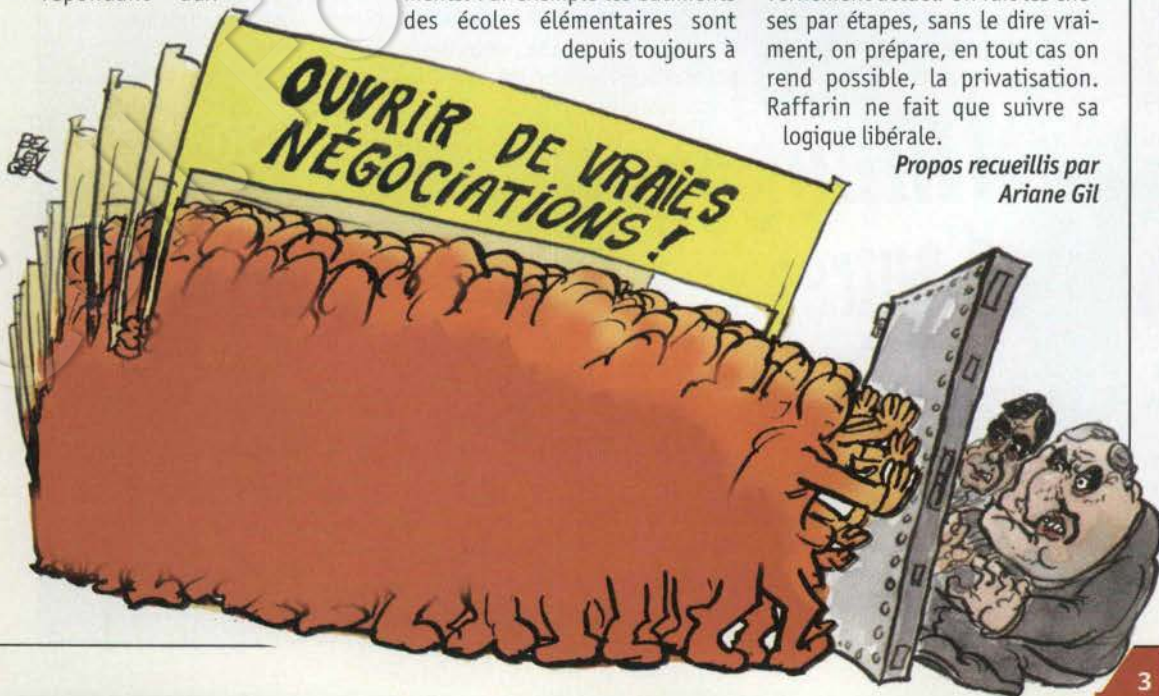
JUIN
DIMANCHE 1^{er}
AU MARDI 3 JUIN :

- Réunion des pays les plus industrialisés G8 à Evian.
- Manifestation internationale à l'occasion du G8.

MARDI 3 JUIN :

- Journée de grève dans le secteur public.
- François Rebsamen, SN aux fédérations et à la formation, réunit le comité de pilotage de l'université d'été de La Rochelle au siège du Parti.

OUVRIR DE VRAIES
NÉGOCIATIONS !



L'UMP AU FORCEPS

La vérité, rien que la vérité. La riposte de la droite s'organise. À renfort de tracts et d'affichages. Dans le rôle des méchants, les syndicats, rendus coupables de fomenter la révolte, en multipliant les mouvements sociaux. Plutôt ennuyeux pour les militants de l'UMP qui diffusaient, il y a peu, un journal en forme d'autosatisfecit vantant les mérites du gouvernement Raffarin, au terme de sa première année de pouvoir. Rien de mieux, dans ces conditions, qu'une bonne campagne de pub pour remonter le moral des troupes. Et défendre, coûte que coûte, la politique menée par Matignon. Sur les retraites comme sur l'éducation, la bande à Juppé multiplie les argumentaires pour reprendre la main et expliquer le « véritable contenu » des réformes, « dévoyé par certains syndicats et certaines associations ». Passé le stade de l'incompréhension et de la menace, voici venu le temps des accusations. « Dire la vérité, agir pour l'école », brocarde un quatre pages qui s'emploie à semer la discorde entre le corps enseignant et l'opinion. Et comme si cela ne suffisait pas, un second document, diffusé à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires, stigmatise la campagne de désinformation des syndicats taxés de tous les maux. Style plus musclé encore pour les très chiraquiens étudiants de l'UNI qui, à la veille de la journée de mobilisation du 13 mai, ont couvert les murs d'un slogan aux accents vengeurs : « Libérons la France des syndicats ». Campagne bientôt suivie de deux mots d'ordre tout aussi vindicatifs : « Réforme des retraites : les syndicats sacrifient les jeunes » et « Égoïsme des syndicats : péril pour les jeunes. » Le tout, sur fond de mensonges répétés et d'arguments éhontés qui font peu de cas de précautions oratoires. Loin, si loin « l'Esprit de mai ».

Bruno Tranchant

Pour Marisol Touraine, secrétaire nationale à la solidarité et la protection sociale, «une autre réforme est possible, plus juste et plus solidaire». Elle en expose les grandes lignes et annonce d'ores et déjà une riposte commune de la gauche.

Marisol Touraine

« Le gouvernement doit accepter de négocier »

Quel bilan tirez-vous des manifestations de dimanche dernier ?

Marisol Touraine : La manifestation a montré l'ampleur des inquiétudes, du mécontentement et la force de la mobilisation des salariés. C'est normal, car la retraite est un élément fondateur de notre pacte social. Il me semble invraisemblable qu'à la suite d'une telle démonstration, le gouvernement se contente d'opposer une fin de non-recevoir. Il a voulu se présenter comme l'apôtre du dialogue social et il montre son vrai visage : il ne négocie pas, ne réforme pas, ne rassemble pas, il fait semblant de consulter, il impose et il oppose les salariés entre eux. Cela n'est pas conforme à notre conception de la démocratie, cela n'est pas non plus conforme à ce que les Français attendent, ce n'est pas le mandat que Jacques Chirac a reçu des électeurs en mai 2002. Le gouvernement doit accepter de négocier.

Quelle alternative proposez-vous ?

Le gouvernement a fait un choix, et un choix unique : faire reposer tout l'effort des salariés sur l'allongement de la durée de cotisation et la baisse des pen-

Chacun doit contribuer au financement des retraites : actif et inactif, entreprise ou ménage, revenus du travail et revenus du capital

sions. Il remet ainsi en cause la retraite à 60 ans. Il explique qu'il n'y a pas d'alternative possible. Or il y en a une. Nous proposons une réforme autour de quatre principes très concrets.

D'abord la garantie du niveau des pensions : le projet du gouvernement s'inscrit dans le droit fil de la réforme dévastatrice de Balladur. De plus en plus de salariés, en particulier des femmes, ont des carrières en demi-teintes, avec des moments de chômage, de mi-temps, des CDD et non des CDI : cela se répercute automatiquement sur la retraite. Il faut revenir sur la réforme Balladur, notamment en ce qu'elle a étendu aux 25 meilleures années le calcul de la retraite ; nous proposons aussi qu'aucune retraite

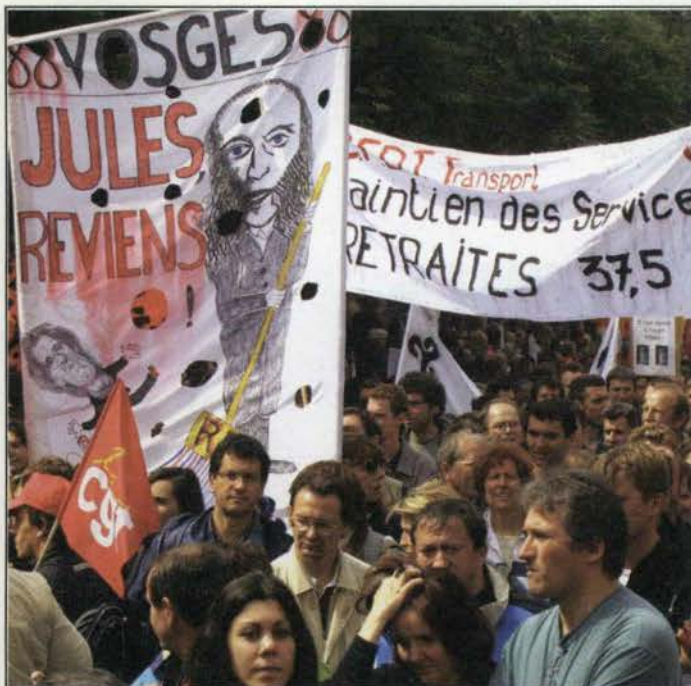
ne soit inférieure au Smic.

Ensuite, le pacte pour les retraités passé par un pacte pour l'emploi. Comment le gouvernement ose-t-il proposer un projet qui repose exclusivement sur l'allongement de la période d'activité quand, dans le même temps, sa politique aboutit à l'augmentation du chômage ? Avec l'allongement de la durée de cotisation à 42, demain sans doute à 43 ou 44 annuités, de plus en plus de personnes n'atteindront pas ce seuil. Nous disons que nous voulons une politique volontariste de l'emploi particulièrement en direction des plus de 50 ans.

Troisième principe, une réforme de justice et d'égalité : nous ne pouvons accepter que la retraite soit définie dans les mêmes termes pour ceux qui ont eu des métiers pénibles et pour les autres. Ce gouvernement, qui se prétend le promoteur de la liberté, oublie complètement les questions d'espérance de vie dans son projet ! Les durées de cotisation doivent prendre en compte la pénibilité, l'âge d'entrée dans la vie active, les temps de formation. Chacun doit fournir un effort, mais cet effort ne peut être le même pour tous.

Enfin, une réforme financée : le





pes, le projet du gouvernement Chirac-Raffarin aboutit à la remise en cause de la retraite à 60 ans, conquête majeure de la gauche. À terme, c'est le principe même de répartition qui est en cause.

Vous avez publié une déclaration commune avec les Verts et le PRG, annoncé que vous iriez à la rencontre organisée par le PC... Y aura-t-il une riposte commune de l'ensemble de la gauche ?

Nous travaillons à une riposte commune de la gauche. D'ailleurs, dimanche, dans les cortèges, tous les partis de gauche se sont retrouvés.

On ne peut pas opposer, comme le fait le gouvernement, le temps du dialogue syndical à celui du Parlement : c'est une étrange conception de la démocratie et du débat, comme si les partis ne pouvaient s'exprimer que dans le cadre du débat parlementaire et si les syndicats,

une fois les textes parvenus au Parlement, étaient condamnés au silence !

Nous porterons nos positions au moment du débat parlementaire pour un projet alternatif. Les députés socialistes mèneront avec vigueur cette bataille-là ; car une autre réforme est possible, plus juste et plus solidaire.

Propos recueillis par Monique Grima



gouvernement a un dogme, ne pas prélever davantage. Mais il n'est pas sérieux de dire que le simple transfert des cotisations chômage vers le fonds vieillesse va suffire, alors que le chômage augmente. Des ressources nouvelles seront nécessaires compte tenu des évolutions démographiques si nous voulons préserver la répartition. S'il y a, en effet, un domaine dans lequel la

solidarité se justifie, c'est bien celui de la protection sociale et des retraites en particulier. Chacun doit contribuer, actif et inactif, entreprise et ménage, revenus du capital et revenus du travail : une part de CSG, une contribution par le biais des cotisations sociales, une ressource tirée de la richesse produite doivent être sollicitées.

En allant à revers de ces princi-

VENDREDI 2 MAI

L'Humanité n'a semble-t-il pas apprécié la teneur et les conclusions du congrès de Dijon. Plusieurs articles critiques manifestent une défiance à l'égard du Parti socialiste en lui reprochant, en particulier, l'action menée par le gouvernement Jospin. Les communistes auraient-ils oublié qu'ils ont été pendant cinq ans présents dans ce gouvernement au plus haut niveau, notamment avec Jean-Claude Gayssot, aujourd'hui bien silencieux et Marie-George Buffet devenue secrétaire nationale du Parti. Le PC est-il lui-même en si bonne situation qu'il puisse rejeter les propositions de rencontres et de dialogues faites par les socialistes ? Évoquant les échéances électorales de 2004, la direction communiste semble partagée entre la participation à un « pôle de radicalité » et la présence sur des listes d'union de la gauche pourtant seule propice à lui éviter de nouveaux déboires.

SAMEDI 24 MAI

Malheureuse Algérie ! Deux ans après les inondations qui avaient ravagé plusieurs quartiers d'Alger, ce nouveau séisme - le pays en a déjà connu plusieurs - aura fait

plus de 2000 morts, près de 10 000 blessés et beaucoup plus encore de sans-abri qui ont tout perdu en quelques secondes. La colère qui monte de Boumerdès et des autres communes touchées n'est pas provoquée par le cataclysme mais, avec raison, par l'incurie des autorités qui ont autorisé la construction d'immeubles fragiles, qui ont aussi laissé les victimes livrées à elles-mêmes, sans moyens et avec des secours tardifs pour beaucoup venus de l'étranger, en particulier de France. Le Président Bouteflika qui avait partagé en mars dernier l'éphémère succès du voyage de Jacques Chirac, est aujourd'hui le réceptacle de cette colère qui pourrait contrecarrer son intention de se représenter l'an prochain. Le courageux peuple algérien attend du pouvoir qu'il soit enfin plus attentif à ses besoins quotidiens qu'aux intérêts d'une classe privilégiée.

DIMANCHE 25 MAI

Bonnes nouvelles pour les socialistes et sociaux-démocrates européens qui semblent amorcer une remontée dans plusieurs pays : succès des socialistes belges la semaine dernière et, ce dimanche, le PSOE redevenant le premier parti espagnol tandis que le SPD se trouve, contrairement aux pré-

visions, largement conforté à Brême. À Rome aussi, la gauche l'emporte sur le candidat de Berlusconi. Quelques hirondelles ne suffisent pas à faire le printemps mais c'est *Le Figaro* lui-même qui souligne que « l'avertissement doit être retenu par la droite ».

LUNDI 26 MAI

Mi-surprise, mi-admirative, la presse reconnaît dans son ensemble que François Hollande a réussi à mener à bien la tâche difficile de constituer une nouvelle direction à la fois resserrée, renouvelée et prenant mieux en compte la diversité de la société française. « Une direction en ordre de marche », titre *Libération* qui, ces dernières semaines, n'avait pas été tendre pour le Parti socialiste. Beaucoup reste à faire, mais après avoir été relégitimé par le congrès de Dijon, François Hollande vient d'ouvrir une nouvelle page dans la longue histoire du PS qui, du coup, devient plus audible dans son combat contre la politique de régression économique et sociale du gouvernement Raffarin.

Bloc-notes



Claude Estier

François Hollande

Les nombreuses erreurs du gouvernement

Nous sommes devant une situation politique et sociale imprévisible. Le gouvernement a commis trois erreurs majeures.

La première est le refus de la négociation sur les retraites où il n'y a pas eu, sauf une nuit, et encore, et un petit matin, sans doute tronqué, véritablement la volonté d'engager une négociation sur le sujet le plus important pour les Français sur leur patrimoine. Il y a de la part du gouvernement, aujourd'hui, la tentation de passer en force, coûte que coûte, d'aller jusqu'au bout, sans qu'on sache d'ailleurs, ce qu'est le bout.

Pour l'essentiel, ce refus de la négociation crée la colère. Elle est également très forte dans l'Éducation nationale et elle n'est pas récente.

Aujourd'hui, c'est une évidence. Le gouvernement, là aussi, a refusé la négociation.

Que Luc Ferry ait pu parler, au début de la semaine, de négociation pour la première fois, en dit long sur l'autisme dont il avait fait preuve jusque-là.

Que cette négociation, encore virtuelle, ait été repoussée à mardi prochain voire à mercredi, au prétexte que le Premier ministre ait été en déplacement au Canada, en dit long sur le mépris à l'égard des personnels de l'Éducation nationale et même des parents d'élèves.

La deuxième erreur du gouvernement, c'est de vouloir gagner cyniquement du temps, de jouer le pourrissement, la fatigue, la résignation. On le voit dans l'Éducation, avec le souci de diviser les acteurs du système éducatif.

Il y a la volonté, de la part du gouvernement, d'opposer les Français entre eux, parents contre enseignants, d'opposer le public et le privé.

Il y a de l'obstination à créer une division, une querelle entre les Français.

La troisième erreur, c'est l'accumulation des menaces et c'est même cette gestion du calendrier. Tout se conjugue : la remise en cause des retraites, la décentralisation libérale, la rigueur budgétaire, le chômage, et l'avenir même de la protection sociale.

Les inquiétudes multiples, les exaspérations nombreuses

Cela fait que face à cette succession d'erreurs, il y a une conjugaison d'une situation dont je dis qu'elle est imprévisible, et qu'elle peut déboucher sur un mouvement de très grande importance.

Il y a d'abord les inquiétudes multiples, il y a ensuite les exaspérations nombreuses et il y a enfin les provocations ministérielles. Les conditions même, quand on y réfléchit, du scrutin présidentiel et des élections législatives qui ont suivi, pèsent également dans la situation.

On sent bien que ce gouvernement, que ce président de la République n'ont pas été élus en fait pour faire cette politique. Ils utilisent un mandat, celui du 5 mai, ensuite les élections législatives : le mandat du refus de la cohabitation, pour faire une poli-

tique libérale, celle-là même, je le disais à Dijon, qui a été interrompue pour cause de dissolution.

En fait, ce gouvernement a cru bénéficier d'un double refus : le refus de l'extrême droite, le refus de la cohabitation pour mener une politique qui n'avait pas été validée par les Français, d'où la rupture qui intervient aujourd'hui.

Dans ce contexte, il faut que notre Parti soit à la hauteur. La mobilisation est très impressionnante. Demain, la manifestation en sera une illustration. Nous y serons présents, à notre place, et dans le respect des organisations syndicales. Je le dis, dans le respect des organisations syndicales... parce que c'est aussi leur volonté.

Il est encore trop tôt pour dire ce que seront l'intensité et les formes du mouvement qui suivront la manifestation du 25 mai. Les conséquences peuvent en être considérables : au plan économique, avec sans doute des blocages, au plan social avec une montée de la colère et également au plan politique.

Nous devons les mesurer.

Tous les scénarios sont aujourd'hui possibles et donc nous devons nous-mêmes prendre un certain nombre d'initiatives.

Nous devons proposer une réforme des retraites avec les financements correspondants.

Nous devons prendre contact



Il y a une nécessité pour le PS, d'être un relais politique par rapport aux mouvements qui naissent dans le pays

avec les organisations syndicales, toutes les organisations syndicales, en tout cas, celles qui contestent les réformes, notamment dans l'Éducation nationale, parce que le besoin est réel.

Là aussi, nous devons affirmer ce que nous voulons. Nous voulons le retrait du plan Raffarin-Fillon, nous voulons le retrait total du projet Ferry-Darcos sur la décentralisation libérale.

Enfin, nous devons prendre une troisième initiative ; rencontrer nos partenaires de la gauche.

Nous avons aussi à prendre une initiative -c'est une décision du congrès-, organiser nos forums de la gauche dès la rentrée et d'en trouver les formes les plus appropriées.

Si je résume mon point de vue, il y a une nécessité aujourd'hui, pour le Parti socialiste, d'être un relais politique par rapport aux mouvements qui naissent dans le pays. Nous ne devons surtout pas laisser s'installer l'idée qu'il y aurait d'un côté, la réforme que porterait le gouvernement, et puis le refus de l'autre.

Nous ne devons pas laisser s'installer l'idée fausse qu'il y aurait le mouvement d'un côté et les statuts de l'autre.

FRANÇOIS REBSAMEN

Les résultats pour l'élection au poste de Premier secrétaire montrent encore une fois, je le crois, le dynamisme de notre Parti, cette vitalité qui l'anime : sur 129 445 inscrits, 90 204 camarades se sont exprimés et ont voté, soit un pourcentage de participation très élevé, de près de 70 %, très exactement 69,6 %. Près de 70 %, c'est une participation tout à fait exceptionnelle pour le Parti.

François Hollande a recueilli 76 453 voix, soit 84,76 %, et devient Premier secrétaire du Parti socialiste. Les bulletins blancs ou nuls représentent, avec 13 751 voix, 15,24 %.

Le débat du CN



GÉRARD FILOCHE

Je crois qu'à Dijon nous avons été compris sur le fait que nous étions avec ce mouvement. Nous n'avons pas encore été compris sur l'alternative que nous proposons au plan Fillon. C'est de ce côté-là que nous devons avancer de façon concrète.

Concernant l'alternative sur les retraites, nous ne sommes pas encore au clair et nous ne sommes pas encore entendus. Les gens commencent à comprendre que nous sommes avec eux, mais pour qu'on le soit vraiment le contenu est maintenant indispensable.

Sur ces deux points, la réponse sur l'altermondialisation et la mobilisation de notre Parti, et la bataille conduisant à une grève générale... la précision des réponses du Parti socialiste et la force de son engagement militant vont être au cœur du choix historique et du choix de société que nous avons allons vivre.

JEAN-CHRISTOPHE CAMBADÉLIS

Il ne s'agit pas simplement de plonger dans le mouvement social, mais de bâtir une colonne vertébrale. Il ne s'agit pas simplement d'être en phase avec le mouvement social, mais de lui donner un débouché politique.

Et c'est là où les problèmes sont

beaucoup plus compliqués qu'on ne le croit.

Vous savez tous que l'ensemble des organisations syndicales, si elles souhaitent que nous soyons présents, si elles sont venues à notre congrès un peu pour nous entraîner dans le combat frontal qu'elles mènent contre la droite, ne souhaitent pas l'hégémonie du Parti socialiste dans ce mouvement, ne veulent pas qu'à aucun moment celui-ci apparaisse comme récupérant la mobilisation sociale, et s'il y a évidemment dialogue nécessaire, si nous devons prendre en compte ce qu'exprime ce mouvement social, il faut respecter les instances de ce mouvement et ne pas donner l'impression que le Parti socialiste, à peine à flot, met la main sur le mouvement social.

Voilà pourquoi le Parti socialiste ne peut pas être simplement l'expression de ce mouvement social, il a sa propre temporalité, son propre développement sa propre perspective. Voilà pourquoi je crois qu'il faut travailler à notre réforme, il faut travailler à nos perspectives, mais sur nos propres bases, celles qui ont été adoptées au congrès.

Dans cette situation qui nous rappelle d'autres périodes historiques, il est très important que l'ensemble de la gauche soit rassemblée.

L'initiative proposée par le Premier secrétaire de rassembler la gauche me semble bonne.

LIEM HOANG-NGOC

La droite propose aux futurs retraités d'allonger la durée du temps de travail. Rien d'étonnant quand on sait qu'elle a toujours demandé aux salariés de travailler plus, en percevant moins et en souscrivant aux fonds de pensions.

Pour rétablir une part plus équitable dans le financement des retraites, on pourrait, dans le secteur privé, jouer sur les cotisations sociales. Le Parti socialiste doit le dire clairement. Il lui appartient également de souligner qu'il est possible de rééquilibrer une part du financement de la solidarité nationale et des dépenses sociales, en augmentant la part des cotisations sociales. On a demandé aux salariés de mettre la main à la poche. Pourquoi ne pas formuler la même exigence auprès des entreprises ?

FRANCK PUPUNAT

Àcette logique libérale, à cette logique qui finalement forme un tout, nous devons opposer idéologiquement une réponse de gauche à l'ensemble des projets de société. À partir du moment où nous mesurons la richesse non pas à l'aune de l'accumulation de biens matériels et financiers, mais bien à celle de la densité du lien social, de ce qui fait la société, notamment sur la



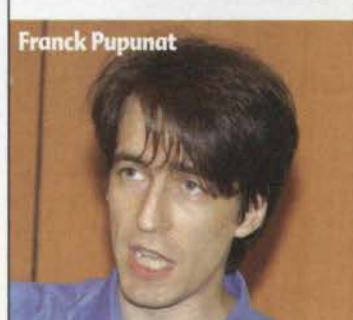
Gérard Filoche



Jean-Christophe Cambadélis



Liem Hoang-Ngoc



Franck Pupunat



Gaëtan Gorce



Jean-Luc Mélenchon



Thierry Mandon



Guillaume Balas



Régis Juanico



sécurité nous envisageons l'individu dans son environnement social, urbain, et éducatif. Idéologiquement encore, nous avons une réponse qui est humaniste.

Même chose pour les retraites. Là aussi, nous avons une vision d'un monde où nous considérons d'abord le citoyen et ses droits, donc une vision totalement différente de ce que peut proposer la droite.

GAËTAN GORCE

La responsabilité qui est la nôtre, c'est de porter le défi de la solidarité ; c'est très important pour nous, Parti socialiste, mais c'est aussi essentiel pour tous.

La réforme des retraites devra mobiliser des financements importants et c'est sur ce point que le Parti socialiste devra travailler : le niveau des pensions, le niveau de vie des retraités doivent pouvoir s'engager. C'est un débat difficile, c'est un débat qu'il nous faudra trancher dans les jours qui viennent sur les orientations que nous avons à présenter.

Le groupe s'est largement engagé à l'Assemblée nationale, nous y avons travaillé, avec le Parti et nous serons en mesure de faire des propositions qui nous permettront d'aborder le débat de la manière la plus constructive mais aussi la plus offensive possible.

JEAN-LUC MÉLENCHON

Nous contestons radicalement l'analyse de la crise du système de répartition que fait la droite. J'invite donc nos dirigeants à contester l'analyse qu'elle fait de la crise du système de répartition et de sa fragilité devant le choc démographique.

Sur la question de la décentralisation et de l'Éducation nationale, nous allons devoir nous montrer cohérents.

D'autant que le savoir participe de la reproduction et de l'élargissement de la valeur ajoutée. Les tenants du capital ont parfaitement compris que l'éducation et le savoir sont une source de profits.

Pour ses défenseurs, la décentralisation de l'Éducation est une

voie vers l'autonomisation des enseignants et des établissements. C'est la première pierre que pose le gouvernement pour transformer le savoir en marchandise. La seconde condition, c'est de rompre avec l'idée que le savoir se transmet par un apprentissage global.

Nous devons manier avec précaution l'idée de décentralisation pour tout ou partie des équipes qui prennent part à la pédagogie globale dans les établissements.

C'est une vraie lutte de classes que le combat qui se joue autour du système public de transmission des savoirs. Là aussi, nous devons exprimer les choses clairement.

THIERRY MANDON

Le gouvernement aujourd'hui multiplie les assauts sur tous les plans pour essayer de manière très violente, donc déterminée -et il ne reculera pas- pour essayer de rattraper ce qu'il estime être le retard pris à l'époque.

Tous les indicateurs convergent : une politique de l'offre avec des baisses de charges massives, avec des impôts, notamment de ceux des catégories les plus riches, qui baissent, une politique d'allègement de ce que la droite considère comme étant des charges sociales très lourdes de ce pays, attaque contre la protection sociale, contre les services publics, et très probablement parce que cette politique se mène complètement à contretemps par rapport à la conjoncture économique.

GUILLAUME BALAS

Le mouvement actuel n'est pas corporatiste. Il pose des questions politiques liées à la répartition des richesses. Sur ces aspects, nous n'avons cessé de reculer pendant quinze ans. Pour autant, nous ne saurions rester en marge de ce mouvement, en nous contentant de formuler une contre-proposition. Il nous appartient de figurer au cœur de cette problématique en qualité de socialistes, via les manifestations, les assemblées générales et les différentes formes d'organisation existantes.

Nous devons également éclairer

l'opinion sur le lien entre actualité nationale et internationale, en insistant sur la question de la libéralisation et les projets portés par le gouvernement américain.

RÉGIS JUANICO

Ce qui s'exprime dans ce mouvement c'est d'abord un droit à la qualité de vie tout au long de l'existence. Je suis frappé que des gens nous disent « nous sommes prêts à payer plus d'impôts, mais nous voulons avoir un haut degré de protection sociale, nous ne voulons pas d'une Sécurité sociale à deux vitesses, nous voulons partir à la retraite dans des conditions décentes et pas trop âgés. Nous voulons aussi remettre sur le tapis la question du débat sur les prélèvements obligatoires. La défense de l'espace public et du service public s'exprime également dans ce mouvement, les gens disent non à la marchandisation à outrance, non à la privatisation à outrance, non à une décentralisation qui serait porteuse d'inégalités supplémentaires dans la société.

HENRI EMMANUELLI

Je voudrais répondre à ce qu'a été dit précédemment sur la réforme des retraites, qui faisait semblant de comprendre que nous disions qu'il n'y avait rien à faire. Je pensais que Liem Hoang-Ngoc était venu s'exprimer à cette tribune pour expliquer que contrairement à ce qu'essaie de faire croire la droite, il n'y a pas une solution unique mais plusieurs possibilités de mener la réforme.

Donc, non seulement il y a des choses à faire, mais je serais tenté de dire que j'aurais bien aimé que nous en soyons tout à fait convaincus lorsqu'à l'automne 2001 nous avions avec constance -je parle d'un certain nombre de parlementaires- essayé de faire passer l'affaire des 40 annuités.

Je pense de surcroît que si elle était passée à ce moment là, nous aurions, peut-être, eu au mois d'avril 2002, des résultats différents.

Donc, bien sûr qu'il y a des choses à faire, nous en sommes per-

suadés et je termine en disant qu'il faudrait que là aussi, le Parti socialiste s'exprime d'une façon relativement cohérente, or ce n'est pas le cas sur ces sujets-là.

Je m'excuse de dire que ce n'est pas le cas, parce qu'à Dijon, il y avait une superbe unanimité... J'ai ensuite entendu trois camarades s'exprimer à la télévision, et je n'ai pas réentendu qu'il fallait retirer ces projets, je n'ai pas réentendu en tout cas le même discours.

LAURENT FABIUS

Au congrès de Dijon, comme beaucoup d'autres camarades, j'ai dit que nous devions mener une opposition frontale. Si j'avais à m'exprimer aujourd'hui, j'ajouterais opposition frontale et responsable.

Je ne sais pas -pas plus que François Hollande, pas plus que personne ici- quel va être le débouché politique de ce qui se passe et, dans l'Histoire, il y a tout et son contraire en ce qui concerne l'utilisation politique de grands mouvements sociaux. Donc, je pense qu'il faut que nous accolions frontale et responsable.

Frontale, cela veut dire évidemment la demande du retrait des projets gouvernementaux. Frontale, cela veut dire soutien aux mouvements sociaux.

Mais il faut que nous donnions quelques exemples de ce qu'est pour nous la responsabilité.

Le premier, c'est que nous ne faisons pas de confusion entre le politique et le syndical. Cela, c'est de la responsabilité politique.

Un autre exemple, c'est de dire clairement que nous n'acceptons pas, pas les consignes de blocage des examens. Cela, ce n'est pas possible. On fait grève contre le gouvernement, on fait grève contre le projet du gouvernement, on ne peut pas faire grève contre les élèves à travers les examens et si on ne prend pas cette position-là, je pense que l'on risque un retour de bâton tout à fait considérable.

Dernier point, il va y avoir un nouveau débat qui va naître -on le sent déjà et c'est l'argument du gouvernement- sur le thème : « Vous voyez ces socialistes, cette gauche... ils sont contre la réforme, ils sont pour le blocage,

etc. ». Il faut qu'à chaque intervention nous réaffirmions que la réforme est possible. Mais qu'est-ce, pour nous, une réforme ? Elle suppose la négociation et que l'objectif soit la justice sociale.

Il faut que nous soyons, nous, porteurs de la réforme et que, loin de nous handicaper, cela nous donne une impulsion supplémentaire dans le soutien aux mouvements sociaux.

SELIM BEN ABDELSELLEM

Lorsqu'elle évoque l'interdiction du voile à l'école, la droite parle de légiférer. Cette affaire nous empoisonne depuis 1989. La droite se garde bien, toutefois, d'associer les acteurs impliqués sur cette question. Je pense, en particulier, aux enseignants -qui ont leur mot à dire et sont eux-mêmes parents d'élèves-, aux travailleurs sociaux et aux médiateurs.

En tant que socialistes, il nous appartient de réclamer un grand débat sur la laïcité, en réaffirmant ce qu'est notre idéal. Notre objectif n'est pas tant que ces jeunes filles retirent le voile à l'école, mais qu'elles l'enlèvent définitivement.

Nous ne devons pas emboîter le pas à la droite, mais la combattre sur ce terrain.

MALEK BOUTIH

Je souhaite renforcer l'analyse qui a été faite par le Premier secrétaire au congrès et son projet d'université permanente sur la

laïcité. Pas simplement comme un lieu qu'il fallait créer parce qu'il y a un enjeu, mais parce que je crois qu'il faut que la gauche fasse attention au piège qui lui est tendu.

Ce débat n'est pas né n'importe quand, n'importe comment, avec n'importe quels acteurs.

Un des objectifs clairs de la droite est effectivement de communautariser le débat de manière à ce que les socialistes soient en difficulté.

Et pourquoi les socialistes ? Parce que ce sont nos électeurs qui sont divers et non les leurs.

À partir de là, ce qu'ils recherchent, c'est un affrontement artificiel, alors même que des enjeux sociaux extraordinairement importants sont en cours, enjeux dont je voudrais dire qu'ils sont complètement en lien avec la laïcité, parce que la laïcité, ce n'est pas la neutralité, parce que la laïcité, ce n'est pas un concept d'équilibre, la laïcité, c'est l'émancipation sociale.

Il ne peut y avoir de République et de laïcité défendues s'il y a une régression sociale dans notre pays.

Maintenant, je crois qu'il ne faut pas défendre la laïcité n'importe comment, d'une manière précipitée.

Je crois que nos comportements politiques, le rétablissement de la confiance avec les classes populaires, la combativité à leurs côtés les jours où cela va mal par rapport à leurs droits, nous donneront une autorité naturelle pour redéfinir ce concept de vie ensemble, ce concept d'émancipation que représente la laïcité.



CONSEIL NATIONAL

Henri Emmanuelli



Laurent Fabius



Selim Ben Abdessellem



Malek Boutih

SOLIDARITÉ AVEC L'ALGÉRIE

Un événement a bouleversé la société française presque autant, je crois, que le mouvement social : ce qui s'est passé en Algérie. Il ne faut pas oublier le lien entre la société française et la société algérienne, il ne faut pas oublier qu'il y a des millions de Français qui, aujourd'hui, cherchent à savoir ce qui est arrivé à des proches, à comprendre ce qui s'est passé dans ce pays, et je crois que nous, socialistes, nous devons faire un geste.

Nous avons beaucoup parlé de laïcité pendant notre congrès, n'oublions pas non plus ceux qui souffrent pour la cause de

la laïcité, au prix de leur vie.

L'Algérie est un pays qui est secoué par un drame humain depuis dix ans. Aujourd'hui, il y a des milliers de réfugiés algériens en France. Aujourd'hui, la question du droit d'asile est souvent une question algérienne. Nous, socialistes, nous devons nous saisir de cette question humanitaire, nous devons le faire de façon extrêmement lisible et nous devons le faire avec toute la société française.



Lucile Schmid

LE NOUVEAU CONSEIL NATIONAL

N°	NOM	PRENOM	DEPT	N°	NOM	PRENOM	DEPT	N°	NOM	PRENOM	DEPT
1	AGUIRRE	Annick	33	78	FLEURY	Jacques	80	155	PASSERIEUX	Régis	34
2	AKSIL	Mustapha	81	79	FORNI	Raymond	90	156	PATRIE	Béatrice	24
3	ALLIÈS	Paul	34	80	FRÈCHE	Georges	34	157	PAUL	Christian	58
4	ANDRIEUX BACQUET	Sylvie	13	81	GAIA	Robert	83	158	PERCHERON	Daniel	62
5	ANNETTE	Gilbert	977	82	GÉNÈREUX	Jacques	75	159	PEROL-DUMONT	Marie-Françoise	87
6	ANSQUER	Eliane	44	83	GÉNISSON	Catherine	62	160	PICARD	Catherine	27
7	ARRUGA	Béatrice	41	84	GERMAIN	Jean	37	161	POUEYTO	Josy	64
8	ASSANTE	Vincent	75	85	GHALI	Samia	13	162	POURTAUD	Danièle	75
9	ASSOULINE	David	75	86	GLAVANY	Jean	65	163	QUILÈS	Paul	81
10	AUBRY	Martine	59	87	GRANDGUILLAUME	Laurent	21	164	RAYET-MERCIER	Françoise	3
11	AUERBACHER	Elisabeth	65	88	GUÉRINI	Jean-Noël	13	165	REBSAMEN	François	21
12	AYRAULT	Jean-Marc	44	89	GUIBERT	Géraud	72	166	REVOL	René	34
13	BALAS	Guillaume	75	90	GUIGOU	Élisabeth	93	167	RIBARD	Florence	75
14	BARASZ	Johanna	75	91	GUILLAUME	Sylvie	69	168	RICHARD	Marie	77
15	BARTOLONE	Claude	93	92	GUILLAUME	Didier	26	169	RICHARD	Alain	95
16	BATAILLE	Christian	59	93	GUINCHARD KUNSTLER	Paulette	25	170	RICHARDOT	Anne-Pernelle	67
17	BATHO	Delphine	91	94	HAMON	Benoît	91	171	ROGER	Gilbert	93
18	BAUMEL	Laurent	8	95	HAZAN	Adeline	51	172	ROIIRON	Claude	37
19	BAVAY	Alain	62	96	HELLE	Cécile	84	173	ROMAGNAN	Barbara	69
20	BEL	Jean-Pierre	9	97	HIDALGO	Anne	75	174	ROMAN	Bernard	59
21	BENARD	Emmanuelle	56	98	HIDOUS	Ghislaine	62	175	ROSSIGNOL	Laurence	60
22	BERÈS	Pervenche	92	99	HOLLANDE	François	19	176	ROUDY	Yvette	14
23	BERGOUNIOUX	Alain	78	100	JIBRAYEL	Henri	13	177	ROYAL	Ségolène	79
24	BESSON	Éric	26	101	JOSEPH	Jean-Louis	84	178	SAPIN	Michel	36
25	BLANPIED	Stéphanie	95	102	JUANICO	Régis	42	179	SAUGUES	Odile	63
26	BOBENRIETH	Nadine	57	103	JUSFORGUES	Julien	31	180	SAVARY	Gilles	33
27	BOILLETOT	Françoise	25	104	KALTENBACH	Philippe	92	181	SCHMID	Lucille	92
28	BONNEFOY	Philippe-Xavier	94	105	KARAMANLI	Marietta	72	182	SKRIVAN	Fleur	13
29	BORGEL	Christophe	75	106	KHIARI	Bariza	75	183	SOUCHON	Christiane	13
30	BOUGNIT	Abdel	89	107	KUCHEIDA	Jean-Pierre	62	184	SOULAGE	Bernard	38
31	BOUTIH	Malek	91	108	LACLAIS	Bernadette	73	185	SPLINGARD	Régine	62
32	BOY-MOTTARD	Dominique	6	109	LACUEY	Conchita	33	186	STRAUSS-KAHN	Dominique	95
33	BRICQ	Nicole	77	110	LAGRAVE	Renaud	40	187	SUEUR	Jean-Pierre	45
34	BROSSEL	Colombe	75	111	LAMY	François	91	188	TASCA	Catherine	78
35	BRUN	Charlotte	95	112	LANG	Jack	62	189	TEXIER	Ariel	44
36	BUI	Gwenegon	75	113	LE BRANCHU	Marylise	29	190	THOMAS	Isabelle	35
37	BURRONI	Vincent	13	114	LE BRETON	Patrick	977	191	TOUCHEFEU	Catherine	44
38	CABRIÉ	Stéphane	30	115	LE DÉAUT	Jean-Yves	54	192	TOURAINÉ	Marisol	37
39	CAMBADELIS	Jean-Christophe	75	116	LE DRIAN	Jean-Christophe	56	193	TRAUTMANN	Catherine	67
40	CARRILLON COUVREUR	Martine	58	117	LE FLECHER	Claire	75	194	TRAVAIL	Jean-Claude	31
41	CARTRON	Françoise	33	118	LE FOLL	Stéphane	72	195	VAILLANT	Daniel	75
42	CASO	Christelle	13	119	LE GOFF	Jean-Emmanuel	68	196	VALLINI	André	38
43	CHERKI	Pascal	75	120	LE NÉOUANNIC	Pascale	92	197	VALLS	Manuel	91
44	CLAEYS	Alain	86	121	LE ROUX	Bruno	93	198	VALTER	Clotilde	14
45	CLAVÉRIE	Josette	34	122	LEDOUX	Claudine	8	199	VERGNIER	Michel	23
46	CLERGEAU	Christophe	44	123	LENA	Vincent	62	200	VIDALIES	Alain	40
47	COLLOMB	Gérard	69	124	LEPETIT	Annick	75	201	VIOLA	André	11
48	COTTIGNY	Jean-Louis	62	125	LIENEMANN	Marie-Noëlle	62	202	WEBER	Henri	76
49	COULET	Suzanne	30	126	LIGNIÈRES-CASSOU	Martine	64	203	YAMGNANE	Kofi	29
50	CROMBECQUE	Yann	69	127	LINKENHELD	Audrey	59	204	YUNG	Richard	FFE
51	CROSET	Elyette	38	128	LOUIS	Véronique	7				
52	CROZON	Paulette-Pascale	69	129	MADEC	Roger	75				
53	CUILLANDRE	François	29	130	MANDON	Thierry	91				
54	CUTARELLO	Paul	6	131	MARTIN	Isabelle	75				
55	DE LA GONTRIE	Marie-Pierre	75	132	MARTIN	Christian	83				
56	DEGENTILI	Emmanuelle	202	133	MATÉOS	Henri	31				
57	DEGIOANNI	Sophie	13	134	MATHUS	Didier	71				
58	DELANOE	Bertrand	75	135	MAUREL	Emmanuel	95				
59	DELAPIERRE	François	75	136	MAUROY	Pierre	59				
60	DÉSIR	Harlem	93	137	MAYRARGUE	Delphine	59				
61	DRAY	Julien	91	138	MÉLENCHON	Jean-Luc	91				
62	DREYFUS	Tony	75	139	MELIANE	Loubna	91				
63	DUPOND	Cédric	62	140	MÉLISSE	Marlène	971				
64	DURAND	Yves	59	141	MENNUCCI	Patrick	13				
65	DURRIEU	Josette	65	142	MENTALECHETA	Chafia	63				
66	EMMANUELLI	Henri	40	143	MESNARD	Françoise	17				
67	ESCOT	Magali	91	144	MESNARD	Mickael	59				
68	EUDE	Brigitte	77	145	MOKHTARI	Abdelafide	60				
69	EVIN	Claude	44	146	MOSCOVICI	Pierre	25				
70	EYBALIN	Michèle	26	147	MOURET	Danièle	11				
71	FABIUS	Laurent	76	148	MOUSSAOUI-BRAHIMI	Nadia	94				
72	FAUCHER	Michèle	43	149	N'D'AYE	Sibeth					
73	FELTESSE	Vincent	33	150	NERIS	Catherine	97				
74	FERREIRA	Anne	2	151	OMBRET	Florence	58				
75	FILLIOUX	Jeanne	16	152	OTOKORE-IBRAHIM	Safia	89				
76	FILOCHE	Gérard	77	153	PANE	Luce	76				
77	FINCHLSTEIN	Gilles	78	154	PAOLETTI	Marion	33				

Liste Complémentaire

1	ABENSOUR	Gaëlle	75
2	AFFANE	Hicham	91
3	AMARD	Gabrielle	91
4	AMIRSHAHI	Pouria	93
5	ARCAMONE	Philippe	83
6	ASSOULINE	Daniel	75
7	AUDEBERT-RODOT	Magali	41
8	BAGDAD	Ghezal	62
9	BAPT	Gérard	31
10	BARRAU	Alain	34
11	BASSINET	Philippe	92
12	BAULLARD	Michèle	2
13	BAUMEL	Philippe	71
14	BEATSE	Frédéric	49
15	BEN ABDELSELLEM	Selim	75
16	BENZAKRI	Eric	75
17	BERTHOLET	Elsa	26
18	BERTINOTTI	Dominique	75
19	BOCKEL	Jean-Marie	67
20	BOISTARD	Pascale	58
21	BOUISSOU	Dominique	91
22	BOURZAI	Bernadette	19
23	BOYS	Daniel	62

N°	NOM	PRENOM	DEPT	N°	NOM	PRENOM	DEPT
24	BRIANÇON	François	31	101	PICARD	Estelle	79
25	BULTEAU	Sylviane	85	102	PIERRET	Christian	88
26	CAFFET	Jean-Pierre	75	103	PROUST	Sarah	92
27	CARREIRAS	Joël	31	104	PUPUNAT	Franck	1
28	CARROY	YVES	63	105	RAUCH	Isabelle	57
29	CASANOVA	Odette	83	106	REZGUI	Rafika	91
30	CASTANER	Christophe	4	107	RIAMONT	Marie-Hélène	42
31	CAZENEUVE	Bernard	50	108	RICARRERE	René	64
32	CHAIB	Noria	6	109	RIERA FOUYSOIC	Alexie	92
33	CHANEAC	Brigitte	7	110	RODRIGUEZ	Salvador	66
34	CHIAPPA	Myriam	25	111	ROLLOT	Jean-Michel	95
35	CHOUAT	Francis	91	112	SADDIER	Jérôme	69
36	CHUMIATCHER	Emmanuel	38	113	SANTIAGO-ZERAH	Isabelle	94
37	CIOT	Jean-David	13	114	SEYE	Louis-Mohamed	94
38	CLUZEL	Anne-Marie	12	115	SIRUGUE	Christophe	71
39	CORDERY	Philip	94	116	STURLA	Jérôme	69
40	CORRE	Valérie	45	117	TAHARI-CHAOUI	Abd-Allah	33
41	DEBAT	Jean-François	1	118	TETSI	Lilianne	67
42	DEFONTAINE	Danielle	59	119	TEYCHENE	Michel	9
43	DELBART	Sylvie	62	120	TROËL	Thierry	22
44	DELLACHERIE	Emmanuel	95	121	URGIN	Axel	75
45	DESPICHT	Wulfran	59	122	VANDIERENDONCK	René	59
46	DORTHE	Philippe	33	123	VIDAL	Philippe	34
47	DUBOIS	Pierre	62	124	VIGOUROUX	Frédéric	13
48	DUCHARNE	Tifen	14	125	VIGUIER	Thibaud	60
49	DUMONT	Laurence	14	126	VUILQUE	Philippe	8
50	DUTHEIL	Laurent	94	127	WORTHAM	Geneviève	77
51	FAURE	Olivier	77	128	ZANCHI	Lilian	69
52	FERRAND	Olivier	75	129	ZITTOUN	Philippe	69
53	FLEURAT	Dominique	36				
54	FOUSSERET	Jean-Louis	25				
55	FRANCK	Anne-Catherine	75				
56	FRAQUET	Muriel	25				
57	GALESNE	Isabelle	49				
58	GANSOINNAT-RAVAINE	Marie-Thérèse	57				
59	GEWERC	Claude	60				
60	GIRARDIN	Olivier	75				
61	GOURÉVITCH	Elisabeth	92				
62	GROVALET	Philippe	44				
63	GUILLERM	Ariane	33				
64	HENRI-MARTIN	Catherine	63				
65	HERMENT	Monique	12				
66	HOANG-NGOC	Liem	75				
67	HUREL	Sandrine	76				
68	JAMET	Marc-Antoine	27				
69	JARNAC	Jeanine	40				
70	JOSEPH	Pascal	75				
71	KALFON	François	75				
72	KERBAOL	Mireille	33				
73	KERLAN	Marie-France	35				
74	KISMOUNE	Ali	38				
75	LABAZEE	Georges	64				
76	LAIGNEL	André	36				
77	LANGEVINE	Agnès	66				
78	LASCOMBES	Pierre	32				
79	LE GALIOT	Catherine	14				
80	LEDOUX	Emmanuelle	78				
81	LESTIEN	Françoise	44				
82	LUNG	Françoise	1				
83	MACQUET	Jacqueline	62				
84	MANGIN	René	54				
85	MANIER	Didier	59				
86	MARTIN	Sandrine	86				
87	MARTIN	Elisa	38				
88	MASSON	Laure	38				
89	MAZETIER	Sandrine	75				
90	MEDVEDOWSKI	Alexandre	13				
91	MIERMONT	Laurent	75				
92	MOINE	Michel	32				
93	MOLINA	Marie	46				
94	NANCY	Hugues	75				
95	NECTOUX	Marie-Claude	77				
96	PANTHOU	Michel	3				
97	PARGNEAUX	Gilles	59				
98	PARLY	Florence	89				
99	PATRIAT	François	21				
100	PETITJEAN	Alain	95				

COMMISSION DES CONFLITS

Titulaires			
1	AZOU LAI	Laurent	94
2	BAUDIN	Daniel	79
3	BERNARDI	François	13
4	BICHAT	Jean-Marcel	75
5	BISMUTH	Gérard	13
6	BORD	Corinne	92
7	BOSOM	Claude	11
8	BOUYGUES	Claudine	75
9	CASTEX	Françoise	75
10	COLMOU	Yves	39
11	CORDERY	Florence	94
12	DESCHAMPS	Jean-Karl	50
13	FILLION	Frédéric	60
14	GAGNAIRE	Jean-Louis	42
15	GIAMARCHI	Jean-Etienne	75
16	JOUANNE	Pascal	75
17	MARTEL	Georges	19
18	MERLE	Jean-François	17
19	MERMAZ	Louis	38
20	MIGNARD	Jean-Pierre	75
21	MOINAUX	Jean-Pierre	88
22	PIGNEROL	Bernard	28
23	PONTET	Pierre	3
24	QUERCY	Guillaume	75
25	RAYNAL	Claude	31
26	RIVALTA	Bernard	69
27	ROGER	Jean-Baptiste	78
28	ROSENFELD	Jean-Michel	75
29	SAMADI	Nathalie	59
30	SAUREL	Philippe	34
31	STEINFELD	Jean-Alain	93
32	VILCOCQ	Frédéric	47
33	VINCENT	Patricia	5

Suppléants			
1	BLOUVAC	François	75
2	CAUSSE	Christiane	9
3	DERYCKER-DAMIEN	Gratienne	59
4	DESAIGUES	Béatrice	33
5	DUCLoux	Philippe	75
6	DUMONT	Nicolas	80
7	FERRAUD	Rémi	75
8	GRÉGOIRE	Michel	26
9	JAQUET	Patrick	91
10	JEANSANNETAS	Eric	23
11	KERICHE	Djamel	73
12	LEFRANCOIS	Magalie	14
13	PAYANT	Benoît	13
14	REYMOND	Johanne	73
15	SABIOLS	Nicole	66
16	SERIEYS	Jacques	12
17	SUBERBERE	Bernard-Henri	24
18	TESSIER	Séverine	92

COMMISSION DE CONTRÔLE FINANCIER

Titulaires			
1	BENOIST	Francine	39
2	BRYA	Nadia	13
3	CANTEAUT	Anne	75
4	COUET	Emmanuel	35
5	DAEL	Laure	27
6	DOUHANE	Fayçal	92
7	DUPORGE	Laurent	62
8	FABRE-PUJOL	Alain	30
9	FROMET	Michel	41
10	GAJAN	Charles	31
11	GAUCHE	Marc	81
12	IBANEZ	Claude	75
13	LABOUREAU	Georges	59
14	LEULIETTE	Loïc	75
15	LIUUVILLE	Jean-Pierre	57
16	MAITIA	François	64
17	MARANZANA	Bruno	83
18	MERTZ	Bertrand	57
19	NOËL	Jean-François	91
20	NOURY	Pascal	91
21	PICARD	Evelyne	94
22	POURCHER	Etienne	88
23	PRIBETICH	Pierre	21
24	PUPONI	François	95
25	QUIVY-RACHID	Pascale	92
26	RESPAUD	Jacques	33
27	ROUILLON	Christophe	72
28	ROUSSEAU	Loïc	75
29	SCHAPIRA	Pierre	75
30	SOL	Annick	60
31	TAVERNIER	Yves	91
32	VALLADON	Michèle	78
33	VINOT	Chantal	30
Suppléants			
1	CALANDRA	Frédérique	75
2	CHELLY	Yvan	75
3	CONDOLF	Muriel	78
4	DESCHAMPS	Yvon	69

LA NOUVELLE DIRECTION NATIONALE

BUREAU NATIONAL ISSU DU CONGRÈS DE DIJON (16/17/18 MAI 2003)

MEMBRES DU BUREAU NATIONAL

HOLLANDE
AGUIRRE
ARIF
AUBRY
BARTOLONE
BERGOUNIOUX
BESSON
BLOCHE
BONO
BOUTIH
CAMPADÉLIS
CLAEYS
DELANOË
DEMERLIAT
DOLEZ
DRAY
DURAND
EMMANUELLI
FABIUS
FÉLIX
FILOCHE
FRÈCHE
GÉNISSEON
GLAVANY
GUÉRINI
GUIGOU
HAMON
HAZAN
HELLE
HIDALGO
JANQUIN

FRANÇOIS
ANNICK
KADER
MARTINE
CLAUDE
ALAIN
ÉRIC
PATRICK
GUY
MALEK
JEAN-CHRISTOPHE
ALAIN
BERTRAND
JEAN-PIERRE
MARC
JULIEN
YVES
HENRI
LAURENT
IRÈNE
GÉRARD
GEORGES
CATHERINE
JEAN
JEAN-NOËL
ÉLISABETH
BENOÎT
ADELINE
CÉCILE
ANNE
SERGE

KHIARI
LAMY
LEBRANCHU
LE NÉOUANNIC
LE ROUX
LÉVEILLÉ
LIENEMANN
LIGNIÈRES-CASSOU
LOUIS
MALLOT
MANDON
MARTIN
MARTIN
MÉLENCHON
MENNUCCI
MESNARD
MONTEBOURG
MOSCOVICI
PAUL
PEILLON
PERCHERON
PÉREZ
POPELIN
QUILÈS
REBSAMEN
ROIRON
ROMAGNAN
ROUDY
SABBAN
STRAUSS-KAHN
THOMAS
THOMAS
TODESCHINI

BARIZA
FRANÇOIS
MARYLISE
PASCALE
BRUNO
FRÉDÉRIC
MARIE-NOËLLE
MARTINE
MARIANNE
JEAN
THIERRY
CHRISTIAN
ISABELLE
JEAN-LUC
PATRICK
FRANÇOISE
ARNAUD
PIERRE
CHRISTIAN
VINCENT
DANIEL
JEAN-CLAUDE
PASCAL
PAUL
FRANÇOIS
CLAUDE
BARBARA
YVETTE
MICHÈLE
DOMINIQUE
ISABELLE
JEAN-JACQUES
JEAN-MARC

TOURAINÉ
TRAUTMANN
URVOAS
VAILLANT
VALLINI
VALLS
VERGNIER
VIDALIES
WEBER

MARISOL
CATHERINE
JEAN-JACQUES
DANIEL
ANDRÉ
MANUEL
MICHEL
ALAIN
HENRI

SECRÉTAIRE NATIONAL ET PORTE-PAROLE

LEPETIT ANNICK
URGIN AXEL

RESPONSABLES NATIONAUX

GORCE GAËTAN *Auprès du 1er Secrétaire*
SAPIN MICHEL *Trésorerie*

PRÉSIDENTS DES GROUPES PARLEMENTAIRES

AYRAULT (A. N.) JEAN-MARC
BERÈS (P.E.) PERVENCHE
ESTIER (SÉNAT) CLAUDE

PRÉSIDENT D'HONNEUR DE L'IS

MAUROY PIERRE
PRÉSIDENT DU CONSEIL NATIONAL
COLLOMB GÉRARD

PRÉSIDENT DE LA FNESR

non encore désigné

PRÉSIDENT DU CESC

non encore désigné

PRÉSIDENT DU MJS

BRUN

VICE-PRÉSIDENT DU PSE

non encore désigné

CHARLOTTE

Le nouveau secrétariat national au complet à l'exception de Martine Lignières-Cassou et Julien Dray



SECRÉTARIAT NATIONAL ISSU DU CONGRÈS DE DIJON (16/17/18 MAI 2003)

SECRÉTAIRES NATIONAUX

HOLLANDE	FRANCOIS	ÉLUS ET TERRITOIRES
FABIUS	LAURENT	FÉDÉRATIONS ET FORMATION
REBSAMEN	FRANCOIS	MONDIALISATION
ARIF	KADER	COMMUNICATION
BARTOLONE	CLAUDE	ÉTUDES
BERGOUNIOUX	ALAIN	ÉCONOMIE ET EMPLOI
BESSON	ÉRIC	QUESTIONS DE SOCIÉTÉ
BOUTIH	MALEK	SANTÉ ET RECHERCHE
CLAEYS	ALAIN	ÉDUCATION
DURAND	YVES	FEMMES
GÉNISSEON	CATHERINE	DROITS DE L'HOMME
HAZAN	ADELIN	CULTURE ET MÉDIAS
HIDALGO	ANNE	RÉFORME DE L'ÉTAT, FONCTIONS
KHIARI	BARIZA	PUBLIQUES, ACTIONS PUBLIQUES
LE ROUX	BRUNO	ÉLECTIONS
LIENEMANN	MARIE-NOËLLE	ENTREPRISES
LIGNIÈRES-CASSOU	MARTINE	RELATIONS VIE ASSOCIATIVE -
MOSCOVICI	PIERRE	ACTEURS SOCIAUX
ROIRON	CLAUDE	RELATIONS INTERNATIONALES
TOURAIN	MARISOL	AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT
VALLINI	ANDRÉ	DURABLE
VALLS	MANUEL	SOLIDARITÉ ET PROTECTION SOCIALE
URGIN	AXEL	INSTITUTIONS, JUSTICE, SÉCURITÉ
PORTE-PAROLE		COORDINATION ET ORGANISATION
DRAY	JULIEN	OUTRE-MER
LEPETIT	ANNICK	

RESPONSABLES NATIONAUX

ANDRIEUX	SYLVIE	ÉLUS AUPRÈS DE LAURENT FABIUS
AUERBACHER	ÉLISABETH	PERSONNES HANDICAPÉES AUPRÈS DE

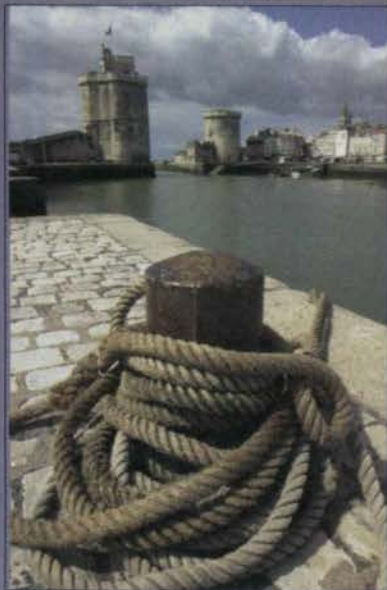
BATHO	DELPHINE	SÉCURITÉ AUPRÈS D'ANDRÉ VALLINI
BAUMEL	LAURENT	ÉTUDES AUPRÈS D'ALAIN BERGOUNIOUX
BONO	GUY	FÉDÉRATIONS AUPRÈS DE F. REBSAMEN
BORGEL	CHRISTOPHE	FÉDÉRATIONS AUPRÈS DE F. REBSAMEN
CLERGEAU	CHRISTOPHE	ÉTUDES AUPRÈS D'ALAIN BERGOUNIOUX
CONDOLF	MURIELLE	ENTREPRISES AUPRÈS DE M.-LLIENEMANN
DÉSIR	HARLEM	EUROPE AUPRÈS DE PIERRE MOSCOVICI
FRANCK	ANNE-CATHERINE	COMMUNICATION AUPRÈS DE C. BARTOLONE
GORCE	GAËTAN	AUPRÈS DU 1ER SECRÉTAIRE
GUILBERT	GÉRAUD	ENVIRONNEMENT AUPRÈS DE C. ROIRON
LAIGNEL	ANDRÉ	ÉLUS AUPRÈS DE LAURENT FABIUS
LE DÉAUT	JEAN-YVES	RECHERCHE AUPRÈS D'ALAIN CLAEYS
MÉLISSE	MARLÈNE	MONDIALISATION AUPRÈS DE K. ARIF
MORIN	MICHEL	FÉDÉRATIONS AUPRÈS DE F. REBSAMEN
OTOKORÉ	SAFIA	SPORT AUPRÈS D'YVES DURAND
PARLY	FLORENCE	ÉCONOMIE ET EMPLOI AUPRÈS D'É. BESSON
POPELIN	PASCAL	FÉDÉRATIONS AUPRÈS DE F. REBSAMEN
RICHARD	MARIE	ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE
ROSSIGNOL	LAURENCE	AUPRÈS DE M. LIGNIÈRES-CASSOU
SAPIN	MICHEL	AUPRÈS DU 1er SECRÉTARIAT
SOULAGE	BERNARD	TRÉSORERIE
VALTER	CLOTILDE	ÉCONOMIE ET EMPLOI AUPRÈS D'É. BESSON
VUILQUE	PHILIPPE	ÉDUCATION AUPRÈS D'YVES DURAND
		PROTECTION SOCIALE AUPRÈS
		DE MARISOL TOURAIN

SECRÉTARIAT NATIONAL AUX FÉDÉRATIONS ET À LA FORMATION

BONO	GUY	RN en charge du développement du Parti, du suivi de l'activité fédérale et de la Formation
BORGEL	CHRISTOPHE	RN en charge de la formation
MORIN	MICHEL	RN en charge des adhésions
POPELIN	PASCAL	RN en charge du Contentieux et des statuts

PREMIERS SECRÉTAIRES FÉDÉRAUX

01 - AIN	Bernard MACLET	34 - HÉRAULT	Robert NAVARRO	68 - HAUT-RHIN	Antoine KRUGLER
02 - AISNE	Jean-Jacques THOMAS	35 - ILLE-ET-VILAINE	Frédéric BOURCIER	69 - RHÔNE	Christiane DEMONTÈS
03 - ALLIER	Jean MALLOT	36 - INDRE	Dominique ROULLET	70 - HAUTE-SAÔNE	Loïc NIEPCERON
04 - ALPES-DE-HTE-PROVENCE	Gilbert SAUVAN	37 - INDRE-ET-LOIRE	Bernard SICOT	71 - SAÔNE-ET-LOIRE	Arnaud MONTEBOURG
05 - HAUTES-ALPES	Véronique BONNAL	38 - ISÈRE	Jean BOURDIER	72 - SARTHE	Patrick DELPECH
06 - ALPES-MARITIMES	Patrick ALLEMAND	39 - JURA	Benjamin GAILLARD	73 - SAVOIE	Hugues MANOUVRIER
07 - ARDÈCHE	Hervé SAULIGNAC	40 - LANDES	Stéphane DELPEYRAT	74 - HAUTE-SAVOIE	Jean EXCOFFIER
08 - ARDENNES	Augustin BALLOT	41 - LOIR-ET-CHER	Béatrice AMOSSE	75 - PARIS	Patrick BLOCHE
09 - ARIÈGE	Marc CARBALLIDO	42 - LOIRE	Jean-Paul CHARTRON	76 - SEINE-MARITIME	Christophe BOUILLON
10 - AUBE	Jaïm MYARA	43 - HAUTE-LOIRE	André CHAPEVEIRE	77 - SEINE-ET-MARNE	Roland JEDRZEJEZYK
11 - AUDE	Jean-Claude PEREZ	44 - LOIRE-ATLANTIQUE	Alain GRALEPOIS	78 - YVELINES	Alain RICHARD
12 - AVEYRON	Fabrice GENIEZ	45 - LOIRET	Loïs LAMOINE	79 - DEUX-SÈVRES	Bernard COUTURIER
13 - BOUCHES-DU-RHÔNE	Guy BONO	46 - LOT	Roland GAREYTE	80 - SOMME	Vincent PEILLON
14 - CALVADOS	Philippe DURON	47 - LOT-ET-GARONNE	Jean GUERARD	81 - TARN	Jean-Michel BOUYSSIE
15 - CANTAL	Alain CALMETTE	48 - LOZÈRE	Alain BERTRAND	82 - TARN-ET-GARONNE	Christian MANRIC
16 - CHARENTE	Bernard LACOEUILLE	49 - MAINE-ET-LOIRE	Serge BARDY	83 - VAR	Robert ALFONSI
17 - CHARENTE-MARITIME	Roland BEIX	50 - MANCHE	Lucien BOEM	84 - VAUCLUSE	Jean-François LOVISOLO
18 - CHER	Irène FÉLIX	51 - MARNE	Gérard BERTHIOT	85 - VENDÉE	Jean BURNEAU
19 - CORRÈZE	Jean-Claude DARMENGEAT	52 - HAUTE-MARNE	Jean-François SAUVAGET	86 - VIENNE	Jean-François MACAIRE
20 A - CORSE DU SUD	Jean-Marc CIABRINI	53 - MAYENNE	Guillaume GAROT	87 - HAUTE-VIENNE	Jean-Pierre DEMERLIAT
20 B - HAUTE-CORSE	Laurent CROCE	54 - MEURTHE-ET-MOSELLE	Laurence DEMONET	88 - VOSGES	Émile LAINE
21 - CÔTE-D'OR	Michel NEUGNOT	55 - MEUSE	Thibault VILLEMIN	89 - YONNE	Denis TROESTER
22 - CÔTES-D'ARMOR	Michel MORIN	56 - MORBIHAN	Gwendal ROUILLARD	90 - TERRITOIRE-DE-BELFORT	Anne-Marie FORCINAL
23 - CREUSE	Philippe BAYOL	57 - MOSELLE	Jean-Marc TODESCHINI	91 - ESSONNE	Marianne LOUIS
24 - DORDOGNE	Michel MOYRAND	58 - NIÈVRE	Gaëtan GORCE	92 - HAUTS-DE-SEINE	Pascal BUCHET
25 - DOUBS	Denis SOMMER	59 - NORD	Marc DOLEZ	93 - SEINE-SAINT-DENIS	Pascal POPELIN
26 - DRÔME	Pierre-Antoine MOLINA	60 - OISE	Gilles SEGUIN	94 - VAL DE MARNE	Michèle SABBAN
27 - EURE	Michel RANGER	61 - ORNE	Frédéric LÉVEILLÉ	95 - VAL D'OISE	Jean-Pierre MULLER
28 - EURE-ET-LOIR	Laurent RABATÉ	62 - PAS-DE-CALAIS	Serge JANQUIN	971 - GUADELOUPE	Favrot DAVRAIN
29 - FINISTÈRE	Jean-Jacques URVOAS	63 - PUY-DE-DÔME	Alain BUSSIERE	972 - MARTINIQUE	Jean CRUSOL
30 - GARD	Fabrice VERDIER	64 - PYRÉNÉES-ATLANTIQUES	Danièle RABATTEL	973 - GUYANE	Paul DEBRIETTE
31 - HAUTE-GARONNE	Kader ARIF	65 - HAUTES-PYRÉNÉES	Jean-Claude PALMADE	974 - RÉUNION	Michel VERGOZ
32 - GERS	Gérard MALHOMME	66 - PYRÉNÉES-ORIENTALES	Jacques CRESTA	976 - MAYOTTE	Ibrahim ABOUBACAR
33 - GIRONDE	Alain ANZIANI	67 - BAS-RHIN	Stéphane FRAIZE	FRANCAIS DE L'ÉTRANGER	Pierre-Yves LE BORGNE



Université d'été

Université du PS - LA ROCHELLE

29 - 30 - 31 août 2003

Espace Encan - Quai Louis Prunier

BULLETIN D'INSCRIPTION

**À retourner au : Parti socialiste - Secrétariat national à la formation
10 rue de Solferino - 75333 Paris cedex 07**

Le droit d'inscription est fixé à 85 €
(ce prix comprend les frais d'inscription,
ainsi que les deux repas de samedi 30 août).
L'hébergement n'est pas compris.
(seuls les bulletins d'inscription accompagnés du règlement
seront pris en compte).

Nom Prénom

Adresse

..... Code postal Ville

Tel. Portable

E-mail @

Fédération : Section :

Adhérent au PS depuis

Je m'inscris au titre des élu(e)s oui ☐ non ☐

Je souhaite bénéficier d'un billet Congrès SNCF oui ☐ non ☐

Pour infos : Parallèlement à l'université du Parti, le MJS tiendra, au même lieu et aux mêmes dates, sa propre université. Le séminaire d'été des élus se tiendra les 27-28-29 août, au même endroit.



COMMUNIQUÉ DU BUREAU NATIONAL Solidarité avec l'Algérie

Dans la terrible épreuve que traverse l'Algérie, le Parti socialiste renouvelle sa sympathie et sa compassion à l'égard des familles touchées par le séisme meurtrier du 22 mai 2003, et se tient plus que jamais aux côtés du peuple algérien.

Il exprime également sa fra-

ternité et sa chaleureuse amitié à nos compatriotes d'origine algérienne, touchés au plus profond de leurs racines, meurtris par ce dramatique événement.

Le Parti socialiste appelle l'ensemble des élus à traduire cette vive émotion en mouvement de solidarité, dans leur

ville, leur département ou leur région.

Il demande enfin à tous ses militants de participer et d'amplifier les démarches et les souscriptions lancées par toutes les associations investies dans ce vaste mouvement de solidarité.

LES PYRÉNÉES-ORIENTALES

400 000 HABITANTS
RECHERCHENT :

Le collaborateur h/f de cabinet du président (PS) du Conseil général

- Sous l'autorité directe du président vous serez chargé(e) de rédiger des discours, notes de synthèse, propositions dans le cadre des attributions du président.
- Vous serez amené(e) à vous déplacer dans le département, à recevoir des délégations, à participer à des réunions diverses.
- Vous pourrez être plus particulièrement chargé(e) de dossiers ou projets et de superviser des fonctions rattachées au cabinet.

• Vous serez recruté(e) sur un statut de collaborateur (trice) de cabinet (décret du 16 décembre 1987).

- La rémunération est à discuter suivant l'expérience acquise dans la limite des règles statutaires.

- Un niveau d'études supérieures de type bac +3 ou 4 est attendu.

- Doté(e) de capacités rédactionnelles et d'analyse de haut niveau, vous connaissez l'environnement des collectivités territoriales.

- Une expérience déjà confirmée sur un poste similaire et une disponibilité immédiate ou rapide constitueraient des atouts décisifs.

- Poste évolutif et demandant une grande disponibilité.

Merci d'adresser votre candidature

(lettre de motivation, CV complet avec photo, copie du dernier arrêté de situation administrative ou du dernier contrat) à :

Monsieur Christian Bourquin
Président du Conseil général des Pyrénées-Orientales,
24 quai Sadi Carnot. BP 906.
66906 Perpignan Cedex.
Sous pli « personnel et confidentiel ».

GROUPE SOCIALISTE ET RÉPUBLICAIN DE PROGRÈS Conseil général de Seine-et-Marne (Ile-de-France) recrute **Attaché(e) de groupe**

Groupe minoritaire d'opposition composé de 16 élus recherche un(e) attaché(e) de niveau bac + 4, bac + 5. Il (elle) devra faire preuve d'une bonne connaissance des finances publiques. Le recrutement se fera par voie de mutation ou contrat.

MISSIONS

- Analyse des budgets départementaux.
 - Suivi politique des actions départementales.
 - Communication externe du groupe.
- Poste basé à Melun, à pourvoir pour la rentrée de septembre 2003.

Les candidatures (lettre de motivation, CV et photo) sont à adresser avant le 1er juillet 2003 à :
Monsieur Bernard Landry
Directeur du Groupe socialiste et républicain de progrès. Cabinet du président
Hôtel du département. 77010 Melun. Cedex
Tél : 01 64 14 70 66. Fax : 01 64 14 70 65
e-mail : blandry@cg77.fr



**Renforcez le Parti socialiste,
rejoignez ses rangs**

À renvoyer au Parti socialiste,
10, rue de Solferino 75333 Paris Cedex 07
Tél. : 01 45 56 77 00 - Fax : 01 47 05 15 78

N°278

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

☐ Je souhaite prendre contact avec les socialistes

☐ Je désire adhérer au Parti socialiste

☐ Je verse..... euros pour soutenir l'action du PS chèque
à l'ordre de AFPS

Selon les dispositions de la loi du 19 janvier 1995, ces sommes ouvrent droit à réduction d'impôt. Une attestation fiscale vous sera adressée.

Retraites

Un autre choix est possible

Le gouvernement Raffarin veut imposer, sans réelles négociations, un recul généralisé du droit à la retraite, tant pour le public que pour le privé.

Nous refusons ce projet injuste et dangereux

- Il oblige tous les salariés à travailler plus longtemps pour gagner moins (la durée de cotisations sera progressivement allongée à 41, 42 ans...).
- Il conduit à une baisse du niveau des pensions, ce qui laissera libre cours aux formules d'épargne individuelle et aux fonds de pension, réservés seulement à ceux qui en auront les moyens et qui seront d'ailleurs aidés fiscalement.
- Il n'est pas financé, puisqu'il repose sur une diminution de moitié du chômage en 2007, alors que le gouvernement ne prend aucune mesure en faveur de l'emploi, et que le nombre de chômeurs augmente de façon alarmante depuis un an.

Nous refusons la mise en cause du système de retraites par répartition. Une autre logique est nécessaire.

Personne ne conteste aujourd'hui la nécessité d'une vraie réforme pour garantir la retraite à 60 ans pour tous et un haut niveau de pension. Elle doit reposer sur une autre politique qui aurait pour priorités :

L'emploi : c'est la clef de tout.

Il ne peut y avoir d'avenir pour les retraites sans la recherche d'une pleine activité et d'une durée effective des carrières au-delà de 50 ans.

La justice : c'est la garantie d'un haut niveau de pensions, le maintien de la retraite à 60 ans et la prise en compte de la pénibilité de certains métiers.

Aucune retraite ne doit être inférieure au Smic et les mesures Balladur sur le calcul des retraites doivent être abrogées.

La négociation avec les syndicats :

elle doit être la règle, en particulier sur la pénibilité du travail, l'espérance de vie, les durées de formation, et les inégalités hommes / femmes.

De nouvelles ressources : la répartition, compte tenu des évolutions démographiques, ne peut être préservée sans de nouvelles recettes. Cela suppose l'effort de tous, des revenus du travail comme des revenus du capital, grâce, par exemple, à une part de CSG, une augmentation des cotisations salariales et patronales, de nouvelles ressources tirées de la richesse produite pour financer le fonds de réserve des retraites.

La retraite par répartition, fondée sur la solidarité entre les générations, au cœur de notre pacte social et républicain, est un droit fondamental qui protège chaque citoyen.

**Ensemble,
refusons d'opposer les Français entre eux,
exigeons le retrait du plan Chirac-Raffarin-Fillon
et l'ouverture de réelles négociations
avec les syndicats !**

